

Discours du Président de l'Union Calédonienne
Congrès extraordinaire de WAGAP
Pays PAICI
24 août 2018

Militantes, Militants,

Ce congrès de WAGAP est le dernier que tiendra le mouvement d'Union Calédonienne avant la date du référendum le 4 novembre prochain et marquera une étape importante de notre histoire.

Je vais ouvrir ce congrès avec beaucoup d'émotion car j'ai une pensée respectueuse et émue envers tous nos vieux qui sont partis dans la résilience et dans la souffrance de l'âme à cause de cette colonisation. J'ai une pensée très forte pour nos compagnons tombés pour cette cause. J'ai aussi une pensée très forte pour tous les camarades qui ne renoncent pas et qui lutteront jusqu'au bout.

Pour notre peuple le moment est venu de s'unir et de sortir de cette période d'ombres, car quelles que soient les lumières qu'on lui prête, seuls ceux qui ont subi peuvent comprendre. Ces ombres sont l'encre indélébile de nos âmes. C'est notre histoire et aujourd'hui, nous avons tous rendez vous avec notre histoire.

D'abord nous les Kanak, car nous devons éradiquer et faire taire à jamais cette période coloniale qui nous a pris notre âme. Etre unis c'est faire honneur à tous ces vieux qui ont souffert et dont le sang a coulé

injustement, nos mamans qui ont pleuré leurs morts, nos jeunes qui n'ont plus de chemin, nos clans qui n'ont plus de terre pour honorer leurs ancêtres. Cela n'a que trop duré.

Ensuite les populations arrivées, que nous avons reconnues en 1983 et en 1998 dans l'accord de Nouméa, doivent dire et exprimer si elles veulent faire ce Pays avec nous. Elles sont venues de force ou de gré, ont vécu et partagé avec nous notre pays. Ce pays est désormais le leur.

Il est certain qu'à l'avenir il n'y aura plus de place pour que cohabitent ensemble un système colonial, un système traditionnel, et des communautés .

Il n'y aura de place que pour une nation calédonienne, pour le peuple calédonien.

La Kanaky Nouvelle Calédonie est un Pays qui a une terre qui est Kanak, un peuple premier et un peuple reconnu dès 1956, ayant un droit de vote, que nous avons validé politiquement en 1983 et une volonté de faire une nation et d'unir nos destins que nous avons entérinée en 1998. C'est donc pour créer la nation calédonienne à laquelle nous aspirons tous, que nous nous engagerons le 4 novembre 2018.

Comme vous le constatez, c'est inhabituel de ne pas faire le bonjour avant. Le caractère que revêt cette date m'oblige à redire et souligner l'importance de ce moment historique, je l'ai fait et je m'en excuse, ce n'est pas de l'impolitesse de ma part.

Je présente donc mes humbles respects aux clans et familles du pays PAICI, à tous vos vieux là haut qui pleurent depuis 164 ans, qui nous observent et attendent que s'ouvre enfin le chemin de la dignité, de la liberté et de l'unité pour notre peuple.

Je salue les autorités coutumières de WAGAP et de la région. Puissent t-elles nous ouvrir le chemin de la parole et de l'échange tant nécessaire pour nous retrouver et sortir plus grands et plus forts.

Je remercie respectueusement toutes les mamans, les jeunes et les militants qui ont été mis à contribution pour que la logistique du congrès soit réglée comme d'habitude à la perfection. Ces moments d'échanges, de solidarité et de réflexion sont pour l'Union Calédonienne une tradition qu'il faut conserver et pérenniser parce que c'est l'essence de l'esprit de notre mouvement. Il est nécessaire de nous retrouver.

Je n'oublie pas nos militantes et militants toujours présents et fidèles à l'esprit de l'Union Calédonienne.

L'Union Calédonienne c'est 62 années d'histoire politique, fruit de la prise de conscience des églises commencée en 1946, des combattants Kanak revenus du front, et des calédoniens progressistes. L'Union Calédonienne est l'essence politique de la Nouvelle Calédonie.

Certains parlent parfois fort dans nos institutions, nous pointent du doigt avec arrogance, ne veulent pas laisser la place à un indépendantiste KANAK. Ces us, résidus

d'héritages coloniaux n'ont plus leur place chez nous, ceux qui se comportent comme tel, ignorent le poids du mouvement dans l'histoire du Pays. Ils devront un jour renoncer à ces comportements dignes des derniers vestiges de la colonie, et prendre en compte le vrai peuple de cette terre et sa volonté de construire un vrai pays avec tous les calédoniens dans la dignité.

A l'aube du référendum, Il est utile de rappeler et de dire notre action politique car nous nous sommes toujours battus pour notre dignité et pour le bien du peuple calédonien. J'utilise ce mot Peuple Calédonien, car il est récupéré par certaines formations politiques et même le premier ministre de la France se l'est approprié. C'est très bien ainsi parce que nous l'avons négocié et imposé dans l'accord de Nouméa.

Je dois vous parler du congrès fondateur du mouvement « Union Calédonienne » tenu le 12 et 13 mai 1956 sur la propriété OLHEN à Magenta. C'est un rappel utile et nécessaire à J-72 de la tenue de la consultation référendaire.

L'historien Olivier HOUDAN, éminent spécialiste de l'histoire de notre mouvement, retrace dans ses propos que je cite « **c'était la poignée de main entre les fils et les filles du colonisé et les fils et les filles du colonisateur** ». C'est dire que le destin commun n'est pas un vain mot pour notre mouvement.

Evenor DESGRELAN secrétaire général du mouvement, dans son discours au congrès de TIAOUE en 1963, disait : « Pour être Calédoniens, nous Calédoniens de souche

européenne, nous ne devons pas nous renier, mais nous devons renoncer à nous comporter comme des héritiers du colonialisme. Nous ne devons plus être les vestiges du colonialisme en terre calédonienne ».

Comme ces mots, ces propos sonnent juste aujourd'hui et sont d'actualité à l'heure où nous devons demander à ces populations arrivées de se prononcer pour continuer notre chemin ensemble et bâtir notre pays.

Maurice LENORMAND à qui je veux rendre un hommage appuyé, un grand homme du pays complètement et volontairement ignoré, commissaire général du mouvement, disait dans son discours le 12 mai 1956, « le mouvement d'Union Calédonienne n'est pas un parti, ne peut pas être un parti, mais seulement l'avant garde consciente d'un mouvement en marche, celui du **jeune peuple calédonien** », et plus loin de dire « la volonté de vie commune est **le ciment unificateur nécessaire pour parvenir à l'unité du peuple calédonien** ».

Dans son discours de clôture le 13 mai 1956, le Président du mouvement et député Rock PIDJOT déclarait : « La cohésion de notre mouvement est une affirmation solennelle de notre volonté de poursuivre le combat sans défaillance pour **le salut et bien être du peuple calédonien** ».

Comme vous le voyez, tout était déjà dit à cette époque et les mots qui nous interpellent aujourd'hui comme destin commun, le peuple calédonien, la poignée de main, un peuple en marche, sont l'héritage laissé par nos anciens qui

avant l'heure, avaient la vision et la volonté d'unir notre peuple. Qu'ils en soient remerciés sincèrement au nom de tous les calédoniens.

Nous n'avons rien inventé aujourd'hui, ni dans les deux derniers accords politiques, ces mots, ces actes, ces ambitions ont été dits le 12 et 13 mai 1956. Je ne dirai pas que le Président MACRON s'est inspiré de nous en fondant la France en Marche, mais sa démarche reste la même. Nous étions avant gardistes et c'est l'Etat français, avec l'annulation de la loi cadre de 1956, remplacée par la loi Jacquinet qui nous donna un statut en 1963 qui mis fin à notre processus d'émancipation et d'autonomie.

C'est le général De Gaulle qui réduisit à néant cette dynamique unitaire que nous portions haut et fort. C'est aussi cette politique de la France, celle du renoncement à la parole donnée en 1956 et le renforcement de la colonie de peuplement avec la circulaire Mesmer de 1972. Cette politique enclencha et renforça la revendication d'indépendance que nos étudiants portèrent en fondant « les foulards rouges », puis constater la naissance des autres partis indépendantistes.

C'est à cause de ce reniement constant de l'Etat Français que le principe d'irréversibilité a été négocié dans l'accord de Nouméa pour que jamais il y ait un retour en arrière pour nos acquis.

Devant cette incurie de l'Etat à nous laisser gérer nos propres affaires, le préambule de la constitution française de 1946 disait pourtant, « Fidèle à sa mission traditionnelle,

la France entend conduire les peuples dont elle a la charge, à la liberté de s'administrer eux mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ».

Il est utile de rappeler que l'on nous impose aujourd'hui ce préambule comme socle de nos valeurs, une déclaration d'intention constitutionnalisée mais dont l'Etat ne s'est jamais obligée et qu'elle n'a jamais appliqué.

A cause de ces tergiversations, il nous a fallu 41 ans de lutte pour conclure et arriver à cette ultime étape. A ceux qui revendiquent fièrement ce travail politique une fois que tout arrive, qu'ils sachent que nous nous sommes battus pour cela bien avant l'heure. Nous avons été fidèles à nos convictions sans jamais nous renier malgré les attaques reçues et les mesquineries de cette classe politique arrière gardiste, tant attachée à ses privilèges. Elle nous a fait perdre beaucoup de temps.

L'Union Calédonienne, durant ces 62 ans de vie politique, n'a jamais exprimé le voeu d'exclure les calédoniens de leur pays, bien au contraire, la feuille de route était de bâtir le peuple calédonien ensemble, fidèle à la parole de nos vieux. Pourtant durant 50 ans, la droite locale a oeuvré pour fabriquer et nous noyer dans cette peur, celle du jour où les calédoniens perdraient leurs terres et devraient repartir en France, et pour eux surtout la perte de leurs privilèges.

Ils ont fustigé, diabolisé notre projet de souveraineté. Qu'ont t'ils proposé, qu'ont t'ils apporté si ce n'est que de bâtir une politique de pillage et de terre brulée ?

Pour en dire encore plus sur notre intention de bâtir le peuple calédonien, dans les temps forts des événements qui ont perturbé le Pays de 1984 à 1988, à l'effet de formaliser notre entrée dans le comité de décolonisation à l'ONU, Jean Marie TJIBAOU déposa le 18 octobre 1987, notre projet de constitution qui exprime solennellement dans son article 1, la réaffirmation de notre choix politique : « Le peuple Kanak constitue une communauté nationale et pluri ethnique... ». A ce moment de notre histoire nous étions en plein coeur de la discorde, où nous nous affrontions sévèrement. Le FLNKS porte parole du Peuple Kanak, s'est solennellement engagé devant le concert des nations pour dire qu'il aspirait à l'émergence de ce Peuple Calédonien.

Que faut-il de plus à ces partisans anti-indépendantistes qui se cachent derrière cette volonté farouche de conserver l'héritage de cette présence française coloniale d'un temps révolu, parce qu'assortie de privilèges dont ils sont les seuls à profiter.

J'en profite pour interroger l'Etat Français sur sa présence ici : Comment en 2018, l'Etat Français peut t'il tenir une position coloniale, basée sur deux prises de possession unilatérales en 1841 et 1853 ?

Il s'est justifié dans le préambule de l'Accord de Nouméa, en affirmant que le droit international d'alors reconnaissait ces pratiques de prise de possession.

Nous voulons bien comprendre et admettre cela, mais aujourd'hui le droit international ne reconnaît plus ces pratiques d'un temps révolu.

La charte de l'atlantique en 1941 voulue par Winston CHURCHILL et Delano Francklin ROOSEVELT, fit objet d'une déclaration sur la liberté des états pour une paix durable, la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, annexée et constitutionnalisée en 1958, la charte des nations unies ratifiée en 1958 par la France, les résolutions 1514 et 1541 de décembre 1960 et janvier 1961, comme bien d'autres et tout récemment la résolution 65/119 sur l'éradication du colonialisme. Tous ce processus constituant le corpus du processus de décolonisation, chartes, actes, résolutions, la France les a acceptés, s'est engagée, les a votés, mais ne les a jamais respectés, vous y trouverez que reniement à sa parole donnée. Pourquoi ?
Et je le demande à l'Etat de nous l'expliquer solennellement avant le référendum.

Par la même occasion, la France doit nous dire ses réelles intentions pour l'avenir de ce Pays car nous sommes manipulés par cet état qui cultive le flou, et nous impose les choses en nous mettant devant le fait accompli, je pense notamment à l'axe indo-pacifique qui nous cache beaucoup de choses, dont les seuls fruits profiteront aux seuls intérêts français.

Nous ne souhaitons pas le départ de la France, nous voulons une France autrement qui n'exercera plus de souveraineté sur cette terre Kanak. Elle pourra y rester si elle estime avoir des intérêts de souveraineté et devoir rayonner dans la zone. Alors nous l'accueillerons avec la coutume, bien plus forte qu'un traité, le jour venu de la déclaration d'indépendance.

Pour en finir avec le poids politique du mouvement de l'Union Calédonienne, toujours dans le même discours du Commissaire Général Maurice LENORMAND ce 12 mai 1956, qui disait « les projets ne manquent pas : mettre en valeur le pays, donner aux intérêts du Territoire et de sa population la primauté de ses ressources minières comme facteur de prospérité et de développement de l'île, ou encore lutter contre les monopoles, agrandir les réserves autochtones, organiser les marchés agricoles, doter le Territoire d'un système complet et cohérent de sécurité sociale.

Qu'en est t'il de ces projets de 1956 :

- « Mettre en valeur le pays » : lors de la négociation de l'accord de Matignon, les indépendantistes ont défendus le rééquilibrage politique et économique du Pays. Il s'en est suivi d'importants transferts de l'Etat Français. Sans la présence et la farouche détermination des forces indépendantistes, jamais ces importants transferts n'auraient eu lieu, et à qui ont t'ils le plus profité ? Non pas hélas aux indépendantistes mais à nos détracteurs et aux 40.000 personnes arrivées de métropole. La clé de répartition a été ainsi créée pour sécuriser le rééquilibrage, c'est le fruit de notre négociation et le Sud a bénéficié de 50 % de cette richesse. Alors je ne vois pas pourquoi nous devrions la revoir.
- « Donner aux intérêts du Territoire et de sa population la primauté de ses ressources minières comme facteur de prospérité et de développement de l'île ». Par le rachat de la SMSP, société moribonde et endettée, les

Kanak ont démontré l'insuffisance et les incompétences des acteurs de la mine. Aujourd'hui propriétaire de 3 usines métallurgiques, nous démontrons aujourd'hui qu'en trente ans d'exercice de responsabilités nous avons réussi, mieux fait malgré les quolibets et les critiques que nous avons essuyés. L'Union Calédonienne a grandement contribué par le biais d'actions qui menèrent à la signature de l'Accord de Bercy nous donnant accès à notre ressource. Notre détermination et notre présence étaient fondées car nous avons bâti une véritable multinationale pour servir les intérêts du Pays et de ses populations.

- « Lutter contre les monopoles », hélas je dois l'avouer nous n'y avons pas réussi. L'économie de comptoir, contrôlée par les intérêts non indépendantistes a résisté grâce à l'alliance de ses groupes privés avec le pouvoir politique qu'ils financent. La vie chère dont il est difficile de se débarrasser est la conséquence directe de cette économie de comptoir qui a toujours été protégée par les partis non indépendantistes en place depuis plus de 70 ans.
- « Agrandir les réserves », nous avons négocié l'ADRAF et le rééquilibrage foncier. Aujourd'hui bien que loin d'être parfaite, son action a permis aux indépendantistes de reconnaître et garantir la propriété privée. C'est inscrit dans le projet de société du FLNKS.
- « Organiser les marchés agricoles », c'est ce que nous avons fait en 1973 avec l'OCEF, cet office de

commercialisation et d'entrepôts frigorifiques a été créée pour maintenir les populations à la terre et leur permettre de bénéficier de revenus. Hélas cet organisme a été détourné de sa mission originelle et a servi à des desseins peu glorieux de politiques politiciennes menées par le pouvoir en place.

- « Doter le Territoire d'un système complet et cohérent de sécurité sociale », nous avons créé la CAFAT en 1963 qui a permis de servir des allocations familiales aux petites populations et assurer à tous les travailleurs une couverture sociale moderne et des retraites que la France ne paie pas contrairement à tout ce qui est dit inlassablement depuis 50 ans. C'est par ses cotisations sociales que chaque personne active y contribue en fonction de son revenu et nous levons ainsi les 187 milliards nécessaires au financement de notre système social. Aujourd'hui un plan de modernisation, d'optimisation de nos moyens, dénommé « DO KAMO » est mené par madame Valentine EURISOUKE, élue indépendantiste au Gouvernement. Cette décision politique permettra de pérenniser et d'optimiser notre système de protection sociale.

Mais il y a tant d'autres acquis politiques dont il serait trop long d'en parler, comme les HLM, le barrage de Yaté, le FSH, Aircalin, la mise en place de la fiscalité par Jean Marie TJIBAOU.

Nous avons toujours porté les vrais projets, ceux utiles au Pays et aux calédoniens, fidèles à la ligne politique annoncée en 1956.

Nos adversaires qu'ont t'ils fait pour le Pays. Farouches opposants lorsque nous bougeons les lignes, ils s'accaparent de ces avancées pour se servir et servir les amis. Tout l'esprit de ce que nous avons mis en place a été dévoyé à des fins de pillage aux seuls profits d'une petite poignée proche du pouvoir. Il faut leur reconnaître la création d'officines de clientélisme comme l'ERPA, l'APICAN, entre autres pour servir toujours la politique de pillage et de terre brûlée. Ils ont servi les intérêts de multinationales qui ne laissent rien au Pays, d'entrepreneurs qui investissent ailleurs. Quelle ingratitude à l'égard de notre pays.

Il faut aussi parler de notre projet de société car les calédoniens ne le lisent pas ou pas assez. Ils n'entendent pas ce que nous disons parce qu'il y a 50 ans de formatage pour diaboliser les Kanak et la revendication indépendantiste. Pourtant tout y est et nous amenons beaucoup de garanties pour le peuple calédonien, pas que pour les KANAK uniquement.

Sur le peuple calédonien et la garantie pour tous de rester dans leur pays, je cite « C'est l'aboutissement d'un combat pour la liberté et la dignité du peuple colonisé, la volonté de construire une communauté de destin pour tous les enfants du pays et la volonté de former une identité nouvelle du pays, partagée et reconnue par l'ensemble du peuple calédonien ».

Sur le départ de la France, le projet de société est clair car il prône une gestion des équilibres avec la France par « la sortie du système colonial, grâce aux progrès réalisés en

matière de développement et aux liens progressivement renouvelés avec les pays du Pacifique et avec la France ».

Sur les valeurs calédoniennes, le projet de société indépendantiste propose de constitutionnaliser 6 valeurs fondamentales que nous reconnaissons tous : la pluriculturalité, la démocratie, la laïcité, la solidarité, l'attachement à la terre et le respect de l'environnement.

La terre, « symbole fondamental de la nouvelle nation, sera identifiée comme un élément fédérateur, vivifiant du vivre ensemble et deviendra un élément de notre identité ».

Aujourd'hui j'ai voulu démontrer que l'action de l'Union Calédonienne a été constante dans ses ambitions, son combat, sa parole et ses engagements politiques. Sans vouloir revendiquer un quelconque bilan politique, et sans être exhaustif, l'action de notre mouvement est restée constante et fidèle à la parole de nos anciens et aux objectifs fondateurs du mouvement à savoir l'union de nos destins, la poignée de mains de nos communautés, notre devise « deux couleurs un seul peuple", le peuple calédonien et la conquête des attributs de notre souveraineté.

En relisant ces discours d'intention, nous constatons que tous nous avons accompli et réussi tous ces objectifs politiques fixés lors de ce premier congrès en 1956.

Nos vieux étaient visionnaires, les générations suivantes ont été pragmatiques et réalistes car elles ont mené à bien

la tâche qui leur était confiée, dans une farouche adversité, voire une opposition brutale et sans partage.

Aujourd'hui, la mission de notre génération est de sortir et nous sortirons, nous avons le privilège de conclure l'action de notre mouvement, n'oublions pas ces paroles prophétiques de notre ancien leader, « **soyons avant gardiste pour veiller aux intérêts du peuple calédonien** ».

Nous allons construire la nation, nous allons préparer le lit de nos générations futures, j'appelle le peuple calédonien celui dont le vœu a été exprimé et posé par nos vieux en 1956, à s'unir, à fonder cette nation en devenir, à se libérer des chaînes du passé. Cela vaut pour nous Kanak, mais aussi pour les autres calédoniens, faisons de ces fameuses ombres de notre histoire douloureuse, non voulue et imposée, une force positive et constructive pour nos générations futures.

Nous peuple KANAK donnant un pays à tous ces enfants de la Nouvelle Calédonie, c'est un nouveau départ pour que nous sortions tous de cette résilience qui depuis plus de 160 ans nous a forcé à vivre ensemble, nous a forgé, uni par nos sangs, désuni par nos querelles. Elle nous a fondamentalement attaché durablement à notre identité commune qui existe déjà et dont les prémises ne cherchent qu'à se révéler, malgré une certaine réticence, fruit de plusieurs vagues massives d'immigration, non assimilées à ce jour.

C'est sur cette notion de peuple calédonien, sur laquelle j'ai beaucoup insisté, que je voudrais ouvrir ce congrès

extraordinaire du mouvement et vous inviter à mener vos travaux dans l'esprit de convaincre tous les calédoniens à venir avec nous et de reconnaître le bien fondé de notre action dans l'intérêt de tous.

Soyons fidèles, sincères à la parole de nos vieux, je déclare ouvert ce congrès extraordinaire de WAGAP.

Daniel Goa.
24 Août 2018